



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
6 mars 2009
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2009

26 mai-5 juin 2009, New York

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Projet de descriptif de programme de pays
pour l'ex-République yougoslave de Macédoine
(2010-2015)**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1	2
I. Analyse de la situation	2-8	2
II. La coopération passée et ses enseignements	9-13	3
III. Programme proposé.	14-25	4
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme.	26-28	6
Annexe		
Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour l'ex-République yougoslave de Macédoine (2010-2015)		7



Introduction

1. Le projet de descriptif de programme de pays proposé par le PNUD pour la période 2010-2015 s'articule directement sur les principaux piliers du nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) couvrant la même période; il a été conçu pour répondre spécifiquement aux défis que doit relever le pays dans la perspective de son adhésion à l'Union européenne et intégrer l'élément central que constitue pour le PNUD le développement humain. Il concerne des domaines dans lesquels le PNUD a déjà démontré sa capacité de mobiliser le savoir-faire international.

I. Analyse de la situation

2. L'adhésion à l'Union européenne est au cœur des objectifs de développement du pays. Le calendrier d'adhésion donne l'élan nécessaire pour engager les réformes politiques, économiques et sociales et contribue à sceller autour des grands choix d'orientation une unité de vues qui transcende les clivages ethniques et les fractures politiques. La mise en œuvre des réformes demeure pourtant difficile, en raison notamment des mauvais chiffres socioéconomiques du pays et d'un manque de capacités.

3. Le pays appartient à la tranche inférieure des pays à revenus intermédiaires, avec un revenu par tête de 2 646 dollars (en 2007) et un indicateur de développement humain de 0,801 (Rapport mondial sur le développement humain, 2007). Malgré une amélioration marginale et des statistiques probablement faussées du fait de la part importante de l'économie souterraine, les taux de chômage et de pauvreté se maintiennent à des niveaux extrêmement élevés. Les écarts de revenus se creusent, signe d'une inégalité croissante des richesses entre les catégories sociales et les régions. Les jeunes sont nombreux dans les groupes les plus défavorisés – Roms, chômeurs de longue durée, handicapés. Les femmes, et notamment les rurales, sont tout particulièrement désavantagées en termes d'emploi et de réemploi.

4. L'impact de la crise financière internationale sur l'économie locale n'apparaissait pas encore clairement au moment de la rédaction du présent document. Mais la récession qui frappe la plupart des États membres de l'Union européenne affecte d'ores et déjà le secteur des exportations, la balance des paiements courants, les envois de fonds des émigrés et les flux de capitaux étrangers. Des mesures appropriées doivent être prises pour inverser ces évolutions, faute de quoi les problèmes socioéconomiques actuels ne pourront que s'aggraver.

5. Globalement, le pays a avancé dans la promotion de l'égalité des sexes, notamment en ce qui concerne le poids des femmes dans la vie politique. Bien qu'elles soient aujourd'hui mieux représentées au sein des organes électifs, les femmes restent moins nombreuses que les hommes dans les postes de décision. Leurs droits électoraux individuels sont souvent bafoués, notamment dans les zones rurales. Leur taux de participation est plus faible que celui des hommes (28,4 % et 44,1 %, respectivement), et elles ont davantage tendance à travailler dans le secteur informel. Les systèmes de protection des victimes de violences familiales sont sous-développés, une carence qui menace gravement la sécurité des femmes.

6. L'application de l'Accord-cadre d'Ohrid, qui a mis fin au conflit interethnique de 2001, et la poursuite du processus de décentralisation sont des facteurs de stabilité politique et de cohésion interethnique. Mais d'importantes questions restent en suspens. Les clivages communaux et l'insuffisance des capacités financières et administratives amènent à s'interroger sur la viabilité réelle du système de gouvernance local. La transparence, la responsabilité devant le peuple, la participation aux processus locaux et le dialogue interethnique sont autant de points à améliorer.

7. De plus, le pays a lancé une série de réaménagements de programmes et de réformes institutionnelles pour promouvoir le développement régional équitable et s'attaquer aux inégalités territoriales, étayer la croissance économique et augmenter les capacités d'absorption des fonds de préadhésion octroyés par l'Union européenne.

8. L'alignement de la législation nationale et des pratiques en matière d'environnement sur les normes rigoureuses de l'Union européenne et des instances internationales, de même que la nécessité de gérer l'environnement plus efficacement (surtout avec la décentralisation), sollicitent lourdement les capacités et les finances de l'État et des institutions locales. L'état de préparation du pays face aux défis du changement climatique appelle une attention soutenue de la part des décideurs et une prise de conscience doublée d'actions précises de la part des acteurs privés et publics. L'investissement dans les secteurs vulnérables – énergie, agriculture, eau et forêts – sera coûteux, alors que le développement des énergies renouvelables et plus propres n'en est qu'à son début. La réduction des risques de catastrophe, quelque peu négligée en raison de problèmes socioéconomiques pressants, devra être revitalisée.

II. La coopération passée et ses enseignements

9. À la suite des conclusions et des recommandations issues de l'examen stratégique des activités de l'Organisation des Nations Unies au vu de la demande d'adhésion à l'Union européenne faite par le pays en 2006, le PNUD a focalisé plus précisément ses interventions au titre de son programme; ses projets de lutte contre la pauvreté et d'aide à la gouvernance ont été ciblés sur l'insertion sociale et la décentralisation.

10. Le retour d'information et les enseignements produits par la formule des projets pilotes appliquée à la plupart des interventions d'aide à la gouvernance locale permettront d'institutionnaliser et de reproduire à plus grande échelle les modèles qui ont donné de bons résultats. S'agissant des questions de politique générale, l'examen approfondi du processus de décentralisation, puis l'évaluation de la décentralisation budgétaire, qui ont donné lieu à un vaste débat de fond, ont positionné le PNUD comme un partenaire stratégique essentiel du Gouvernement pour tout ce qui concerne les questions normatives et théoriques liées aux mesures de décentralisation.

11. Les conclusions de l'évaluation du programme de création d'emplois, l'un des piliers de l'intervention du PNUD, a confirmé la pertinence de l'emploi indépendant et l'utilité des projets de formation et de recyclage face aux faiblesses structurelles du marché du travail. Des mesures volontaristes de création d'emplois, basées sur

des critères de sélection plus stricts (mieux ciblés en particulier sur les femmes et les jeunes) ont été inscrites dans le programme gouvernemental pour l'emploi.

12. Ayant à l'esprit les multiples vulnérabilités qui caractérisent toutes les femmes macédoniennes, le PNUD s'est efforcé de s'attaquer aux différentes facettes de l'exclusion des femmes, essentiellement par des actions communes dans le système des Nations Unies, ce qui a contribué à une prise en compte plus complète et systématique des facteurs propres à chaque sexe.

13. L'assistance technique du PNUD dans le domaine de l'environnement s'est déplacée. Il ne s'agit plus aujourd'hui d'aider les institutions nationales à établir des rapports sur les questions environnementales, mais plutôt de développer les aptitudes nécessaires pour mettre en œuvre des politiques et des schémas d'adaptation au changement climatique, et de gestion et utilisation durables des ressources naturelles et des eaux transfrontières. Le pays aura impérativement besoin d'institutions solides pour transposer et appliquer les coûteuses normes environnementales de l'Union européenne et les normes mondiales. Le PNUD l'aidera comme par le passé à renforcer ses capacités de mise en œuvre et appuiera l'établissement de partenariats public-privé. Il continuera par ailleurs de privilégier les programmes intégrés et s'attaquera au problème de la gestion des bassins versants transfrontières afin d'introduire des pratiques écoresponsables dans les projets de revitalisation des zones transfrontières traditionnellement négligées.

III. Programme proposé

14. Le programme de pays du PNUD sera axé sur trois domaines d'intervention stratégique : a) insertion sociale; b) gouvernance locale et développement territorial; et c) protection de l'environnement.

15. *Insertion sociale* – L'objectif général dans ce domaine sera d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques d'insertion, et d'améliorer l'accès des populations marginalisées et vulnérables à des services de qualité et à des possibilités de vie plus productive. Ce programme bénéficiera tout particulièrement de la nouvelle action commune engagée par l'ONU pour s'attaquer systématiquement aux causes fondamentales du creusement des inégalités dans le pays.

16. Le PNUD continuera d'aider le pays à élaborer et mettre en œuvre des mesures volontaristes de créations d'emplois ciblées sur les exclus. Il aidera les agences nationales pour l'emploi à mettre en œuvre de grands programmes de création d'emplois et de formation des chômeurs, tout en encourageant la création de conditions propices à la formation tout au long de la vie. Il tentera d'atteindre les habitants des quartiers périurbains les plus sinistrés en proposant un appui pour favoriser l'émergence d'une « culture de l'entrepreneuriat » et promouvoir la création d'entreprises dans les zones les plus pauvres.

17. Le PNUD aidera les autorités nationales à piloter la coordination des politiques intersectorielles d'action sociale, et contribuera par là à promouvoir les politiques européennes d'insertion et à faciliter le dialogue national sur différentes dimensions de l'insertion sociale dans le pays.

18. Les questions pressantes liées aux rapports de sexe feront l'objet d'une série d'interventions s'adressant aux femmes. Les capacités nationales de lutte contre les

violences familiales et l'exclusion économique des femmes seront renforcées. Des interventions en faveur de l'émancipation politique et de l'investissement des femmes dans la vie locale sont également au programme. En coopération avec les autorités locales et la société civile, le PNUD encouragera l'intégration des spécificités de genre dans les politiques locales et renforcera les capacités d'analyse et de suivi de l'impact des politiques locales sur les exclus.

19. *Gouvernance locale et développement territorial* – Le PNUD continuera d'appuyer comme par le passé le processus de décentralisation. Compte tenu de l'envergure du programme de décentralisation, il ciblera ses interventions sur les mesures et les questions de mise en œuvre touchant des domaines dans lesquels il a un avantage comparatif.

20. Pour renforcer les moyens humains et institutionnels des administrations locales, le PNUD appuiera les autorités nationales dans les efforts qu'elles déploient pour élaborer et mettre en œuvre un vaste programme de renforcement des capacités, améliorer le système de financement des collectivités locales, promouvoir des arrangements innovants pour instaurer des services efficaces et de qualité, y compris par la coopération intercommunale. Il veillera tout particulièrement à renforcer les capacités locales de prévention et de lutte contre la corruption.

21. Le PNUD aidera également les autorités nationales à concevoir et mettre en place un cadre institutionnel garantissant un développement régional équitable. Il conviendra pour ce faire d'améliorer la capacité des institutions de gérer efficacement les politiques de développement régionales, et d'aider les organes nationaux et régionaux à formuler et appliquer des plans de développement régional conformes aux politiques de l'Union européenne en matière de cohésion sociale et adaptés aux besoins locaux.

22. Le PNUD continuera d'investir dans des mesures locales d'amélioration des relations interethniques et de la cohésion sociale. Son programme ciblera les organes nationaux et locaux créés pour promouvoir le dialogue interethnique et la participation des citoyens à la conception et à l'exécution des projets de proximité, et favorisera la participation de la société civile à la surveillance des pratiques locales.

23. *Protection de l'environnement* – Le PNUD dispensera un appui stratégique aux décideurs et aux diverses parties prenantes dans le cadre d'actions de sensibilisation aux principales conséquences du changement climatique, notamment en termes de risques économiques. Dans ce contexte, il participera à la recherche de conditions propices à la mise en œuvre de stratégies d'adaptation et autres mesures et à l'adoption de pratiques d'efficacité énergétique, notamment par la promotion des énergies renouvelables. L'Initiative OMD Carbone servira à financer des projets de développement non polluants et donc à réduire les émissions de carbone et à accélérer la réduction de la pauvreté.

24. En ce qui concerne la gestion et l'exploitation durables des ressources naturelles, les interventions les plus stratégiques seront ciblées sur le renforcement des pratiques de gestion des zones protégées. La gestion intégrée des eaux du lac de Prespa continuera de s'améliorer grâce à des activités pensées spécialement pour le secteur et à la mise en place de dispositifs de protection de l'environnement et de contrôle couvrant les zones protégées ainsi que le bassin versant de Prespa.

25. Le PNUD aidera le pays à se préparer plus efficacement à l'éventualité d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme et à réduire les risques liés à cet événement, en renforçant la capacité des institutions nationales de gestion des crises d'établir un organe de coordination de l'évaluation des risques et des pratiques de gestion, aux niveaux central et local. L'application des modèles de réduction des risques liés à la pollution historique et aux pratiques minières en vigueur sera encouragée au moyen de partenariats public-privé et d'initiatives régionales de nettoyage des sites sensibles très dégradés.

IV. Gestion, suivi et évaluation du Programme

26. Dans un esprit « d'unité d'action des Nations Unies », les interventions du PNUD se feront autant que possible en partenariat avec les organismes des Nations Unies concernés. Le PNUD continuera de coordonner l'appui des donateurs en renforçant les capacités gouvernementales et en plaidant pour la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. L'action engagée en interne par l'ONU pour s'aligner sur les systèmes nationaux sera renforcée avec l'application des directives harmonisées en matière de virements.

27. L'exécution nationale sera le mode d'exécution préféré, et il ne sera fait appel au mode d'exécution direct par le PAM qu'à titre exceptionnel. Le bureau de pays se fera rembourser ses dépenses afférentes aux services d'appui sur la base de la liste de prix commune, et des « conseils d'examen des résultats » seront créés pour favoriser la prise en main nationale du programme et encourager l'approche par programme. Des audits et des évaluations des résultats vérifieront la bonne exécution et l'impact des activités, et une série d'indicateurs garantira le suivi objectif des progrès accomplis. La gestion axée sur les résultats sera un élément présent à tous les stades du processus de programmation.

28. La stratégie de mobilisation des ressources reflètera les efforts que fait le bureau de pays pour diversifier ses sources de financement en augmentant la part du Gouvernement dans la formule du partage des coûts et avec des partenariats Est-Est et des fonds d'affectation spéciale multilatéraux dans les domaines où le PNUD a une expérience avérée et un avantage comparatif.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour l'ex-République yougoslave de Macédoine (2010-2015)

Priorité ou objectif du pays : Bâtir une société plus intégratrice en protégeant les populations marginalisées, en leur donnant des moyens d'action, en instaurant de bonnes relations interethniques fondées sur les principes de tolérance et de respect.

OMD 1 : Éliminer la pauvreté et la faim et OMD3 : Promouvoir l'égalité des sexes et donner plus de pouvoir aux femmes.

Résultat 1 visé par le PNUAD : À l'horizon 2015, les exclus ont plus largement accès à des services de meilleure qualité et ont la possibilité de mener une existence productive et de qualité.

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources (en milliers de dollars É.-U.)</i>
Réduction de la pauvreté et réalisation des OMD	1. Des institutions nationales dotées de capacités renforcées d'élaboration et de mise en œuvre de politiques et de programmes de valorisation des ressources humaines conformes aux besoins des exclus Niveau de départ : 33,8 % Niveau cible : diminution d'au moins 16 %	1.1.1 Élaboration et mise en œuvre de mesures volontaristes de création d'emplois ciblées sur les exclus 1.1.2 Dispositifs de renforcement des capacités entrepreneuriales et de développement du secteur privé pour les plus pauvres	Nombre total d'emplois créés par le programme Niveau de départ : 0 Niveau cible : 750 Nombre d'entreprises créées grâce au programme Niveau de départ : 0 Niveau cible : 350	Ministère du travail et des politiques sociales; prestataire de service, USAID; Union européenne	Ressources ordinaires : 700 Autres ressources : 11 300
	1.2 Des services sociaux répondant mieux aux besoins des exclus et des plus vulnérables; nombre de centres d'aide sociale proposant des services diversifiés Niveau de départ : 10 % Niveau cible : 40 % des centres d'aide sociale	1.2.1 Politiques et dispositifs nationaux de prévention des violences familiales et de protection des victimes	Mécanisme de prévention, de surveillance et de répression des violences familiales Niveau de départ : aucun dispositif Niveau cible : un dispositif	Ministère du travail et des politiques sociales; Banque mondiale; Union européenne	Ressources ordinaires : 400 Autres ressources : 2 100

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources (en milliers de dollars É.-U.)</i>
	1.3 Un processus d'élaboration des politiques d'insertion fondé sur les faits, largement ouvert et intersectoriel; pourcentage d'indicateurs d'insertion figurant sur la liste de Leaken de l'Union européenne pour lesquels des données sont a) collectées et disponibles et b) ventilées par sexe/ selon le critère urbain/rural Niveau de départ : a) 0, b) 0 Niveau cible : a) 100 %; b) 100 %	1.3.1 Les capacités nationales d'étude statistique, de suivi et d'évaluation des questions relatives à l'insertion sont améliorées 1.3.2 Capacités nationales renforcées permettant de répondre aux besoins des exclus et présentes dans l'élaboration des politiques, la gestion des finances publiques et les évaluations d'impact	Nombre total d'études du PNUD sur les exclus Niveau de départ : analyse annuelle centrée sur les relations humaines; Niveau cible : 12 Nombre de plans d'action pour l'égalité des chances élaborés et appliqués Niveau de départ : 0 Niveau cible : 84	Ministère du travail et des politiques sociales; Office national de statistique; organisations de la société civile; Organe de coordination de la Décennie pour l'inclusion des Roms; groupes parlementaires; Union européenne	Ressources ordinaires : 230 Autres ressources : 3 370

Priorité ou objectif du pays : Poursuivre la décentralisation afin d'améliorer l'efficacité du secteur public et la qualité des services et de renforcer les processus démocratiques, la solidarité nationale et la cohésion dans le pays.

OMD 1 : Éliminer la pauvreté et la faim; et OMD2: assurer l'éducation primaire pour tous.

Résultat 2 visé par le PNUAD : Renforcer la gouvernance locale et régionale à l'horizon 2015 de manière à promouvoir le développement équitable et la cohésion interethnique et sociale.

Gouvernance démocratique	2.1 Efficacité et transparence accrue de l'action des collectivités locales; ratio : recettes locales/montant total des recettes des collectivités locales Niveau de départ : à déterminer Niveau cible : à déterminer	2.1.1 Capacités renforcées des institutions nationales et locales en matière de conception et d'application au niveau local de modes de financement plus transparents, prévisibles et durables 2.1.2 Arrangements innovants de services efficaces et de qualité par les partenariats public-privé, l'externalisation et la coopération intercommunale	Nombre total d'experts et de partenaires sociaux formés aux principes de bonne gestion des finances publiques Niveau de départ : 0 Niveau cible : à déterminer Nombre total de modèles de coopération intercommunale mis au point Niveau de départ : 12 Niveau cible : à déterminer	Ministère des collectivités locales; Ministère des finances; Association des collectivités locales (ZELS); municipalités; organisations de la société civile; secteur privé; Union européenne; Banque mondiale	Ressources ordinaires : 700
--------------------------	--	--	--	--	-----------------------------

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources (en milliers de dollars É.-U.)</i>
		2.1.3 Capacités institutionnelles et humaines renforcées au niveau national et local dans le cadre de l'exercice efficace et transparent des compétences décentralisées	Nombre de municipalités utilisant l'indicateur de transparence Niveau de départ : 8 Niveau cible : 65 Nombre de municipalités appliquant les normes de l'Organisation internationale de normalisation Niveau de départ : 1 Niveau cible : 30		Autres ressources : 5 300
	2.2 Politique et cadre institutionnel renforcés aux niveaux national et local de manière à promouvoir et mettre en œuvre le développement régional; pourcentage du PNB affecté au développement régional Niveau de départ : 0 Niveau cible : 1 %	2.2.1 Les organes nationaux et régionaux disposent de moyens techniques, humains et opérationnels renforcés pour mettre en œuvre les politiques de développement régional 2.2.2 Élaboration et mise en œuvre dans au moins deux régions couvertes par le plan d'un programme de développement régional basé sur les politiques sectorielles	Pourcentage de centres de développement régional appliquant les directives type et exécutant l'ensemble des tâches prescrites Niveau de départ : 0 Niveau cible : 80 % Nombre total de programmes sectoriels régionaux Niveau de départ : 0 Niveau cible : 2	Ministère des collectivités locales; Ministère des finances; Conseil du développement régional; ZELS; organes régionaux; Union européenne; Agence allemande de coopération technique	Ressources ordinaires : 400 Autres ressources : 6 200
	2.3 Les institutions nationales et locales ainsi que les acteurs non gouvernementaux encouragent le dialogue interethnique et la cohésion sociale; nombre de programmes communautaires entérinés Niveau de départ : à déterminer Niveau cible : à déterminer	2.3.1 Les organes nationaux et les commissions locales chargés des relations interethniques disposent de moyens supplémentaires pour promouvoir le dialogue interethnique et la diversité culturelle dans leurs activités locales	Nombre total d'ateliers et de modules conçus et exécutés et nombre de personnes formées au renforcement de la confiance et de la cohésion interethnique Niveau de départ : 0 Niveau cible : à déterminer	Secrétariat de l'Accord-cadre d'Ohrid; Ministère de l'éducation; Ministère des collectivités locales; ZELS; organisations de la société civile; médias; municipalités; Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe; Agence suisse pour le développement et la coopération	Ressources ordinaires : 183

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources (en milliers de dollars É.-U.)</i>
		2.3.2 La société civile peut surveiller les pratiques locales de gouvernance et s'engager dans le dialogue interethnique et interculturel	Nombre d'organisations de la société civile formées à l'utilisation des outils modernes de surveillance des pratiques locales de gouvernance : a) fiche de notation citoyenne; b) audit social; et c) budgétisation à dimension sexospécifique Niveau de départ : 0 Niveau cible : à déterminer		Autres ressources : 5 217

Priorité ou objectif du pays : Renforcer les capacités nationales de gestion intégrée de l'environnement et donner aux administrations centrales et locales les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer les engagements souscrits au titre des conventions régionales et mondiales.

OMD 7 : Assurer un environnement durable.

Résultat 3 visé par le PNUAD : À l'horizon 2015, les autorités centrales et locales sont capables d'intégrer l'environnement et la réduction des risques de catastrophe dans des schémas de développement national et local, et les communautés et organisations de la société civile participent plus efficacement à la protection de l'environnement et aux activités de planification, de mise en œuvre et de suivi de la réduction des risques de catastrophe.

Environnement et développement durable	3.1 À l'horizon 2015, les politiques nationales répondent mieux à la nécessité de s'adapter au changement climatique et d'en atténuer les effets, et les programmes de démonstration correspondent aux enjeux de ce changement; nombre de programmes touchant le changement climatique mis en œuvre par le gouvernement central, les municipalités et les organisations de la société civile Niveau de départ : 0 Niveau cible : 5	3.1.1 Réalisation d'études de vulnérabilité, chiffrages d'impact, propositions de mesures et élaboration de plans territoriaux intégrés d'adaptation au changement climatique 3.1.2 Mise en œuvre de projets de démonstration d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables et assistance préparatoire en vue de financer des projets au moyen du Mécanisme pour un développement propre	Nombre de plans régionaux (territoriaux) intégrés d'adaptation au changement climatique Niveau de départ : 0 Niveau cible : 3 Nombre de projets a) d'efficacité énergétique; b) d'énergies renouvelables Niveau de départ : a) : 0 et b) : 0 Niveau cible : a) : 4 et b) : 4	Ministère de l'environnement; Ministère de l'économie; organisations non gouvernementales; Banque mondiale; Agence autrichienne de développement	Ressources ordinaires : 600 Autres ressources : 6 360
--	--	--	---	--	--

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources (en milliers de dollars É.-U.)</i>
		3.1.3 Prise de conscience des questions liées au changement climatique et poids accru des organisations de la société civile dans les prises de décisions aux niveaux national et local	Nombre d'examens des politiques ou de la législation effectués par les organisations de la société civile Niveau de départ : à déterminer Niveau cible : à déterminer		
	3.2 Amélioration à l'horizon 2015 des capacités nationales de gestion et d'utilisation durable des ressources naturelles; nombre de lois et règlements sectoriels adoptés pour encadrer l'utilisation et la gestion des ressources naturelles Niveau de départ : 10 Niveau cible : 20	3.2.1 Création du réseau national des zones protégées, grâce à des pratiques plus rigoureuses en matière de planification, de financement et de gestion 3.2.2 Programmes de renforcement des capacités et modèles de démonstration de la gestion intégrée du bassin versant de Prespa	Nombre de plans de gestion des zones protégées Niveau de départ : 0 Niveau cible : 5 Utilisation d'outils de gestion intégrée de l'écosystème Niveau de départ : absence d'outil Niveau cible : mise au point d'outils	Ministère de l'environnement; Italie; Agence suisse pour le développement et la coopération; Banque mondiale; Entwicklungsbank; Agence suédoise de coopération internationale au développement; Programme de microfinancement du Fonds pour l'environnement mondial, Programme de voisinage de la Commission européenne	Ressources ordinaires : 600 Autres ressources : 5 400
	3.3 À l'horizon 2015, les autorités nationales savent mieux réduire les risques de catastrophe et intervenir en cas de catastrophe naturelle ou causée par l'homme; un système de surveillance et d'évaluation multirisques est en place Niveau de départ : absence de système Niveau cible : un système est en place	3.3.1 Élaboration et mise à l'essai au niveau local d'un schéma national d'évaluation et de suivi périodique des risques de catastrophe 3.3.2 Adoption de pratiques de réduction des risques et mise à l'essai dans au moins deux zones sensibles	Nombre de municipalités disposant de plans et de programmes de gestion des risques de catastrophe Niveau de départ : 0 Niveau cible : 5 Montant des ressources financières octroyées par les propriétaires de mines et l'État Niveau de départ : 200 000 dollars Niveau cible : 1,5 million de dollars	Centre de gestion des crises; Ministère de l'environnement; Ministère de l'économie; Banque mondiale; Agence japonaise de coopération internationale; Pays-Bas	Ressources ordinaires : 130 Autres ressources : 4 910